

## 4.0. Une plongée dans l'histoire du capitalisme

---

### 4.1. Première partie : L'étalon or et l'étalon de change or, au XIXe siècle et au début du XXe siècle / L'état de la conjoncture durant la décennie 1920-1930

Les conditions historiques sont un élément à prendre en considération, dans une théorie économique reposant ici sur l'étalon or.

Si, à titre d'exemple, ledit étalon était un système qui fonctionna correctement jusqu'en 1914, il se trouve qu'après la Première Guerre mondiale, la situation internationale se modifia pour deux raisons : d'une part la majorité des pays impliqués dans la guerre virent leur appareil productif détruit et leurs finances publiques laissées exsangues suite à l'effort de guerre, et, d'autre part, les nations défaites dans la guerre (songeons, par exemple, à l'Allemagne), furent contraintes, par le Traité de Versailles, de payer, aux pays vainqueurs, une dette de guerre qui empêcha une réelle reprise de l'économie chez elles.

Quant à l'atmosphère générale qui caractérisa l'après première guerre mondiale, elle fut marquée par le repli sur soi, suite à la guerre, de nations qui commerçaient, avant la guerre, bien plus qu'après.

Au lieu de cela, les tensions internes - suite, notamment, au mécontentement populaire - fut la cause des inflations carabinées que connurent, durant les années 1922-24, nombre de pays d'Europe.

Et si, à cette époque, la valeur du rouble, de la couronne autrichienne, du mark polonais, et du mark allemand tombèrent quasiment à zéro, le franc français et la lire italienne subirent également d'importantes dépréciations, sur le marché des changes, le tout s'accompagnant d'une réduction des échanges commerciaux entre ces différents pays [a].

[Note : cf. Lionel Robbins, la Grande Dépression, 1929-1935 ; Payot, Paris 1935]

On peut également supposer que la raison première de l'inflation et du mécontentement populaire qui, à cette époque, l'accompagna (sans parler d'un effondrement, sous l'effet de cette même inflation, de l'épargne aux mains - entre autres - de la classe moyenne) est à chercher dans la raréfaction des ressources alimentaires suite à de mauvaises récoltes.

Et si, dès 1925, l'or fut rétabli en catimini, à travers le dollar américain, dans son rôle de monnaie internationale, le fait est que les nouvelles parités, en or, des différentes devises, ne correspondaient nullement à la situation réelle des économies concernées.

La preuve : un pays comme la Grande Bretagne, en surévaluant, dès 1925, la livre sterling par rapport à la vraie valeur de celle-ci, eut à subir, chez lui, une déflation monétaire très préjudiciable à l'emploi (notamment dans les secteurs de l'économie

travaillant pour l'exportation) ainsi qu'à la masse salariale globale versée à la main d'œuvre anglaise.

Ceci dit, quand Robbins écrit, dans le livre cité ci-dessus :

*Or, il arriva que la place qui souffrait le plus de la surévaluation était également le centre principal de l'exportation des capitaux. Alors que la surévaluation des changes rendait fort difficile l'exportation de capitaux à long terme de Londres, les taux relativement hauts qui s'imposaient pour empêcher l'or de sortir y exerçaient un attrait particulier sur les soldes à court terme.*

on peut difficilement admettre que des capitaux anglais ne s'investissent point à l'étranger (en obligations, en actions ou en prêts à long terme) si les monnaies étrangères avaient baissé relativement à la livre sterling.

Et même si l'on doit comprendre, en lisant le texte de Robbins, que la City de Londres était, à l'époque, la principale place financière dans le monde, en compagnie de Wall Street, le fait qu'on y cotât les titres de quantité de sociétés, y compris des sociétés étrangères, et, qui plus est, en livres sterling plutôt qu'en dollars ou dans d'autres monnaies, ne permet pas de conclure, pour cette raison, à un retrait des placements sur ces sociétés.

Certes, Churchill avait bel et bien interdit, en 1924 - soit avant le rétablissement de la livre à sa parité or d'avant guerre - aux banques anglaises de prêter à des compagnies étrangères venues se financer à la City de Londres, de peur de voir le pays, plus spécialement les entreprises anglaises, manquer de fonds pour soutenir leur propre croissance.

Toujours est-il, apprend-on, que cette interdiction fut levée en 1925, ce qui attira les entreprises étrangères vers la City de Londres, puisque, dans le même temps, New York suspendit les émissions étrangères (en quoi il faut comprendre que cette place refusait de financer le développement des entreprises étrangères venues s'approvisionner auprès d'elle).

Et parce que la livre, en 1925, avait atteint sa parité or d'avant guerre, la seule chose qui baissa, sur la place de Londres, fut la grandeur des chiffres des titres étrangers cotés à la bourse de Londres, puisque ceux-ci, une fois libellés en livres sterling, se réduisirent afin de tenir compte de la surévaluation de la livre par rapport à l'or et aux autres monnaies.

\*\*\*\*

Petit arrêt sur image pour signaler qu'un pays ne devient la première place financière du monde qu'après avoir dominé ce dernier sur le plan économique, et qu'en raison du fait que sa monnaie a été, durant cette domination, la monnaie dominante.

Ce qui ne prouve pas qu'un pareil état va continuer à perdurer, comme en témoigne une Angleterre qui, après la Première Guerre Mondiale, céda (ou cédera) la première place, sur le plan économique, dans le monde, à des nations qui, en dehors des États-Unis, n'avaient pas de places financières aussi importantes que la City de Londres.

Mais cela montre aussi que dès qu'une place financière se développe, elle mène en quelque sorte sa propre vie à l'intérieur du pays, en raison de métiers de la banque et de la finance que ses différents acteurs ont appris à maîtriser à la perfection.

\*\*\*\*

Et cette maîtrise explique que l'Angleterre, du point de vue de son efficacité économique a, depuis le développement de la City de Londres, été divisée, schématiquement, en deux régions très différentes : avec, d'un côté, une région londonienne vivante, grâce à la City, des bénéfices de la spéculation et des placements de capitaux venus, du monde entier, s'investir, sur la place de Londres, sur des titres appartenant à des sociétés localisées elles aussi dans le monde entier ; et avec, de l'autre côté, une région qui, bien qu'étant périphérique par rapport à la première, ne l'était pas quand l'Angleterre du XIXe siècle dominait le monde, sur le plan politique, grâce à une armée anglaise parfaitement entraînée et parfaitement équipée, et dominait le monde, sur le plan économique, grâce à des activités industrielles (mines, chemins de fer, textile, bois, etc.) et primaires en pleine expansion.

Et chaque fois que le prix du charbon ou de la houille, et plus tard du fer ou de l'acier augmentera sur le marché mondial (en raison, ici, d'innovations technologiques dans une industrie de transformation, très demandeuse, désormais, de ce genre de matières premières), les bassins houillers et industriels de l'Angleterre en profiteront, permettant aux mineurs anglais de vivre mieux (eux qui se sont constitués, dans l'intervalle, en syndicats chargés de défendre leurs intérêts - y compris quand ces derniers concernent leur propre emploi).

A ceci près qu'une pareille aisance sera contrariée lorsque que les mineurs d'autres pays feront concurrence aux mineurs anglais, en raison des nouvelles mines ouvertes à l'étranger, et des salaires comparativement inférieurs versés aux travailleurs qui les exploitent.

Reste à préciser que cette concurrence, au lieu de ne tenir compte que des salaires nominaux versés, dans la monnaie du pays concerné, aux travailleurs de la branche, doit également tenir compte du poids relatif des monnaies attachées aux pays concernés, à l'échelle du monde.

\*\*\*\*

Et puisque nous sommes, ici, avec l'Angleterre de 1925, il est bon de préciser que la livre sterling, en retournant à sa parité or d'avant la Première Guerre Mondiale, augmenta considérablement le prix de la main d'œuvre anglaise - comparée, en l'occurrence, à celle des autres pays - sur le marché mondial.

D'où une baisse des exportations des produits anglais issus de la mine, et la hausse concomitante du chômage dans ce secteur d'activité.

En revanche, du côté de la City de Londres, une hausse de la livre (par rapport aux autres monnaies) affecta peu les bénéfices réalisés par les financiers de tout bord et de toute espèce, sur la place de Londres, puisque celle-ci a (ou avait) vocation à gérer les capitaux qui, une fois venus du monde entier, se placeront sur des titres émanant de sociétés installées elles aussi dans le monde entier.

\*\*\*\*

Or cette bipolarisation des activités explique qu'un pays comme l'Angleterre a connu, durant le XXe siècle, des périodes où les régions industrielles étaient sinistrées, tandis que, dans le même temps, la place financière de Londres était des plus prospères.

Inversement, quand le monde entra en récession, fin 2008 - début 2009, après l'éclatement des subprimes américains, la City de Londres connut le plus gros dégraissage de son histoire, en termes de nombre d'employés travaillant dans le secteur de la finance (étant précisé que c'est elle, finance, qui, de toutes les industries, prit la raclée la plus conséquente à la suite du krach boursier né d'une surspéculation dans le secteur de l'immobilier américain).

\*\*\*\*

Tout ceci étant précisé, le discours de Robbins se comprend mieux si l'on part du principe que l'exportation des capitaux longs correspondait, en l'occurrence, non seulement à des investissements (ici en monnaie or) de l'Angleterre à l'étranger, mais, qui plus est, à des investissements qui correspondaient eux-mêmes, ou qui étaient censés correspondre eux-mêmes, dans les faits, à un excédent de la balance commerciale anglaise à l'égard des pays étrangers.

Plus précisément, les sommes correspondant à ces excédents étaient, dans notre schéma de représentation, censées être placées, ou bien à long terme, sous la forme de prêts accordés, qui aux États étrangers, qui aux entreprises du secteur privé étranger, banques comprises ; ou, autre variante, sous la forme d'acquisitions, totales ou partielles, d'entreprises installées à l'étranger, banques comprises - en l'occurrence par le biais de l'achat des actions émises par elles - ; ou bien à court terme, sous la forme de prêts de cette sorte accordés, qui aux États étrangers, qui à la banque nationale du pays endetté (eux-mêmes, prêts à court terme, étant libellés, ou bien en monnaie or, ou bien dans la monnaie du pays étranger si celui-ci était, à l'époque, les États-Unis).

\*\*\*\*

Au paragraphe précédent, l'emploi du conditionnel est néanmoins de mise, en ce sens que la balance commerciale anglaise fut, au contraire, déficitaire au lieu d'être excédentaire, et ce à cause d'une livre sterling très fortement surévaluée.

Quant aux capitaux courts, au lieu de quitter la City de Londres pour l'étranger, ils y affluèrent, au contraire, en raison de taux d'intérêt à court terme (ici sur des placements en livres sterling) plus élevés qu'ailleurs.

Mais si, à contrario, ces taux n'avaient pas été aussi élevés, la Grande Bretagne aurait dû, ou bien dévaluer la livre sterling afin de conserver, à terme (c'est-à-dire grâce au rétablissement de sa balance commerciale) l'or dans ses coffres, ou bien voir l'or déposé dans ses coffres quitter immédiatement le pays.

\*\*\*\*

On précisera la chose suivante, à ce stade : une fois que la Grande Bretagne aura rétabli la livre sterling sa parité or d'avant la Première Guerre Mondiale, il se trouve, dans la mesure où cette parité était surévaluée, compte tenu de la valeur réelle de la livre (elle-même tenant compte de la capacité du pays à produire des biens et des services susceptibles de concurrencer leurs homologues des autres pays) ; il se trouve, disions-nous, que l'or aurait quitté le pays pour l'étranger, conformément à une théorie des points d'or disant que les points d'entrée et de sortie (ici à propos des échanges commerciaux entre la Grande Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique), étaient déterminés par le poids métallique, une fois celui-ci mesuré en or, des pièces servant de numéraire dans la circulation intérieure - qu'il s'agisse de la livre sterling, dans le cas de la Grande Bretagne, ou qu'il s'agisse du dollar américain, dans le cas des Etats-Unis.

Or les points d'entrée et de sortie de l'or constitueront les bornes à l'établissement de la valeur des devises concernées (dans notre cas la livre sterling et le dollar).

Si donc, sachant cela, les cours de change respectifs, attachés aux deux monnaies, sortaient de la sphère délimitée par ces points, cela signifie que ceux des Anglais qui achetaient leurs marchandises aux Américains, au lieu de les payer en dollar, les payaient en bonne monnaie d'or, puisque l'or qu'ils pouvait acquérir, auprès de la Banque d'Angleterre, leur coûtaient moins cher, une fois celui-ci transporté à l'étranger (et garanti aussi, par la même occasion, d'où les frais correspondant), que s'ils avaient dû acheter cet or sur le marché.

Inversément, les Américains payaient leurs marchandises, une fois celles-ci achetées aux Anglais, avec de l'or plutôt qu'avec des livres sterling, si l'or obtenu auprès de la FED ou auprès de ses succursales, leur coûtait moins cher (transport et assurance compris) que des livres sterling, une fois ceux-ci payés avec des dollars.

\*\*\*\*

Mais tout ceci revient à dire que la théorie des points d'or n'est, ou n'était (si l'on se met à l'époque) qu'un remake (appliqué ici aux devises), d'une loi de Gresham qui veut que quand deux monnaies de qualité inégale circulent ensemble, sur un territoire donné, la mauvaise monnaie chasse la bonne.

Or, l'or étant, dans le premier exemple cité ci-dessus, la bonne mauvaise, et la livre sterling étant la mauvaise monnaie, ce même or aurait assurément quitté le pays (sous-entendu : en réponse à une balance commerciale déficitaire de l'Angleterre), si la Banque d'Angleterre n'avait point élevé ses taux d'intérêt (ici afin de retenir un or qui était sous-évalué par rapport à la livre sterling, compte tenu des possibilités offertes par la Grande Bretagne sur le plan économique).

Et même si le dollar devait lui aussi être pris en considération, dans l'exemple ci-dessus, le fait que le dollar et l'or aient été, au départ (en l'occurrence sous la forme de monnaie métallique), les représentants locaux, à travers leur poids différent, d'une même monnaie qui était l'or, c'est, en définitive, la différence entre le prix de marché de l'or (une fois celui-ci mesuré en livres sterling) et son cours légal fixé par la Banque d'Angleterre. qui déterminait les mouvements de l'or, d'une part, et les points d'or de l'autre.

Sauf que cette Banque pouvait retenir l'or, chez elle, même en cas de déficit de la balance commerciale britannique, en élevant ses taux d'intérêt.

Car, en ce cas, l'afflux de capitaux liquides en provenance de l'étranger, venait compenser la sortie d'or accompagnant le déficit commercial extérieur de la Grande Bretagne.

Du moins momentanément, le temps permettant aux autorités anglaises de prendre les mesures nécessaires afin de restructurer l'économie anglaise de telle façon que celle-ci favorisât à nouveau une balance commerciale excédentaire.

Car, dans le cas contraire, ces mêmes capitaux liquides auraient quitté l'Angleterre, provoquant, ou bien une chute de la livre sterling sur le marché des changes, ou bien l'inconvertibilité de la livre sterling en or.

Et comme ces mêmes capitaux liquides étaient entrés, en Angleterre, sous la forme de bonnes pièces d'or, l'inconvertibilité, une fois prononcée par les hautes autorités de la Banque d'Angleterre, signifie que leurs propriétaires n'avaient pas pu quitter leur pays avec leur capitaux, qu'au contraire ceux-ci avaient été convertis en créances à valoir sur l'économie du pays ; comme ce fut le cas, quelques années plus tard, en Allemagne, plus précisément lorsque le Dr Schacht prononça de fait l'inconvertibilité du Reichsmark, en dollar ou en or, au nom d'une Bundesbank (abrégée en BUBA) qui était alors au service du Régime Nazi dominé et dirigé par Adolf Hitler.

On sera complet en disant que les points d'or susmentionnés devaient également tenir compte des taux d'intérêt accordés par les banques centrales des pays participant à l'échange (et qui étaient, dans notre exemple, la Grande Bretagne et les Etats-Unis).

Cela signifie qu'en plus des frais associés au transport et l'assurance du bien or, lorsque celui-ci voyageait, d'un pays à l'autre, afin de régler le prix de leurs marchandises respectives, il fallait tenir compte, également, des mouvements des capitaux à court terme, eux aussi libellés en or, entre les deux pays, lesquels étaient influencés, quant à eux, dans leurs mouvements respectifs, par les taux d'intérêt, une fois ceux-ci fixés, les uns sur la livre, et les autres sur le dollar, par les banques centrales des deux pays, ou, ce qui revient au même, par la différence qui existait (sous-entendu : entre ces fameux taux, une fois ceux-ci fixés par les banques concernées) à tel ou tel moment du temps.

\*\*\*\*

Quoi qu'il en soit, on assista, pour en revenir à la surévaluation de la livre sterling, en 1925, par les autorités britanniques, à un afflux de capitaux liquides, sur la place de Londres, en provenance de l'étranger, qui correspondait lui-même, d'une part à un déficit de la balance commerciale britannique, et d'autre part au fait que les taux d'intérêt sur des placements à court terme, en livres sterling, étaient supérieurs aux mêmes sur des placements en d'autres monnaies - ici en raison de la politique adoptée par la Banque d'Angleterre.

Et ces taux à court terme, ou bien augmentaient, pour maintenir la livre à sa parité or d'avant guerre, toutes les fois que des demandes de retraits d'or étaient adressés, à cette même Banque d'Angleterre, par des épargnants qui s'attendaient à voir la livre sterling baisser, pour des raisons x ou y ; ou bien diminuaient lorsque ces mêmes épargnants avaient à nouveau confiance dans la livre.

\*\*\*\*

Tout cela étant dit, si cette Banque abaissa, effectivement, son taux d'escompte, dès le mois d'août 1925, on peut soupçonner que la raison d'une pareille baisse, au lieu de se situer dans une confiance accrue, dans la livre, par les épargnants investisseurs, se situait dans la volonté du gouvernement britannique de soutenir la croissance et l'emploi, puisque - apprend-on - le chômage passa (si l'on ajoute l'Irlande à l'Angleterre), en gros, de 1,3 million de chômeurs, fin 1924, à 1,1 million un an plus tard.

Mais une analyse plus fine de la situation montre que la réduction du chômage s'opéra, ou bien dans le secteur financier, ou bien dans l'industrie textile, puisqu'on nous dit que les paiements en or des importations britanniques, de coton et de céréales, avaient régulièrement lieu à l'automne, ce qui présuppose que les bateaux chargés de convoier ces marchandises en Grande Bretagne arrivaient eux aussi à l'automne.

Quoi qu'il en soit, dans la mesure où ils étaient payés dans un or qui était devenu moins cher, une fois mesuré en livres sterling, dès l'année 1925, cette baisse là, des prix, profita, s'agissant des cotonnades, à l'industrie textile anglaise, qui put ainsi augmenter sa production et les emplois qui l'accompagnent.

\*\*\*\*

Mais là encore, si, par exemple, les tissus de coton des producteurs anglais étaient vendus à l'étranger, la moins-value associée au prix des matières premières importées, était annulée par le renchérissement de la main d'œuvre anglaise (issu, ici, d'une surévaluation de la livre par rapport aux monnaies des autres pays).

Cela signifie que l'emploi n'augmenta, dans ce secteur d'activité, qui si la production anglaise était vendue, sur place (ou plus vendue, à cet endroit qu'à l'étranger), à des consommateurs anglais qui se trouvaient, pour la plupart, installés dans les régions riches de l'Angleterre, à savoir dans un Sud dominé par la City de Londres.

\*\*\*\*

Quant aux céréales, l'Angleterre a été importatrice, de ce genre de denrées, depuis qu'elle a choisi de privilégier l'élevage à l'agriculture.

Or dès qu'un pays a choisi une telle politique, il ne peut plus concurrencer, sur ce terrain, d'autres pays qui eux ont fait le choix inverse, comme, par exemple, la France.

\*\*\*\*

Imaginons maintenant, puisque nous avons bifurqué dans l'agriculture, que deux pays sont, au départ, en concurrence, pour vendre leurs produits agricoles partout à travers le monde.

Il se trouve, dans ces conditions, que le pays payant de faibles salaires, à ses ouvriers agricoles, sera avantagé par rapport au pays payant de forts salaires.

Or ce ne sera plus le cas par la suite.

Pourquoi ?

Réponse : car la concentration du capital, dans le secteur agricole et, au-delà, dans le secteur de l'agroalimentaire en général, va s'accompagner d'économies d'échelle dues ici à l'augmentation des surfaces cultivées, et à la réduction concomitante, à l'hectare de terre cultivée (et, par extension, à l'unité produite, des différentes céréales plantées ici et là), du coût d'utilisation des matériels destinés à travailler la terre ou à transporter les céréales dans les silos ainsi que dans les unités de transformation (qui sont ici des boulangeries, elles aussi devenues industrielles, avec le temps, si la céréale de base, est le blé).

Si donc ces équipements, parce qu'ils coûtent cher, ne peuvent être achetés que par des entreprises de grande dimension, en revanche ils permettent d'accroître, à l'hectare, le rendement des surfaces cultivées.

\*\*\*\*

Tout cela pour dire que quand un pays a fait ce choix-là, ce qui est le cas, depuis belle lurette, de la France, il possède des avantages que ne possèdent point des pays ayant fait un choix différent.

On demandera peut-être pourquoi les pays ne développent pas tous les secteurs d'activité en même temps ?

Cela tient, d'une part, à la configuration géographique du pays en question (étant entendu qu'un pays adossé à la mer vivra d'autres activités qu'un pays perché, par exemple, sur les hauteurs de l'Himalaya).

Et cela tient aussi à la spécialisation du travail qui veut que quand un pays a des années de pratique dans un secteur particulier d'activité (horlogerie, mécanique de précision, etc.), il possède un art que ne possèdent point les autres pays, lequel représente un avantage comparatif dans le domaine de la production (et donc des emplois) et des échanges.

\*\*\*\*

Et le même constat valant, par exemple, pour la viticulture, il se trouve que quand un pays, ou une région particulière en son sein, plante de la vigne depuis plusieurs générations, il possède un savoir faire lui permettant de disposer d'un monopole, dans son secteur d'activité, du moins jusqu'à ce que d'autres pays rattrapent leur retard en ce domaine, chose qui, la plupart du temps, surviendra chaque fois que des vigneron du premier pays mentionné ci-dessus, iront planter de la vigne à l'étranger, afin de bénéficier, en ce lieu, à la fois du même ensoleillement et d'une main d'œuvre meilleure marché qui, une fois correctement formée dans le travail de



la vigne et dans la production du vin, produira des vins de qualité à des prix très bon marché.

\*\*\*\*

Pour en revenir à notre Angleterre de 1925, en important des céréales, elle les payait moins cher que si elle avait dû les produire sur place, et, ce faisant, elle permettait d'abaisser le coût réel (mesuré ici en biens de subsistance) versé, sous forme de salaires, aux travailleurs anglais - comme nous l'expliquait, en son temps, un certain David Ricardo, lequel ajoutait que ce bon marché-là, des biens salaires versés à la main d'œuvre anglaise, était tout bonus pour les capitalistes engageant, chacun dans son secteur d'activité, les travailleurs en question.

\*\*\*\*

Et si l'on ajoute, à cela, que cette même Angleterre importait du coton qui était lui aussi meilleur marché, une fois produit à l'étranger, plutôt que sur place, l'industrie textile anglaise en profitait pour réduire ses propres coûts de production.

A ceci près que ces coûts-là augmentaient chaque fois que la livre sterling montait, relativement aux autres monnaies, sur le marché des changes, si les entreprises anglaises du textile exportaient leurs productions.

Et quand, comme c'était le cas dans la sidérurgie ou la métallurgie, la matière première (représentée ici par les mines) se situait sur le sol même de l'Angleterre, cette industrie ne pouvait pas profiter de la surévaluation de la livre anglaise, en achetant, à l'étranger, des matières premières à des prix abaissés, puisque ces matières-là se situaient dans le pays même.

En revanche, les pays étrangers achetaient du minerai à d'autres pays que l'Angleterre, si, à salaires nominaux égaux versés aux travailleurs dans l'industrie concernée, les autres pays producteurs de minerai voyaient leur propre devise baisser, sur le marché des changes, relativement à la livre sterling, puisque, en ce cas, à productivité égale, et à salaires égaux, perçus par les mineurs anglais d'un côté, et leurs collègues de l'étranger de l'autre, au moment de produire de la houille, du fer ou de l'acier, il se trouve que les seconds nommés bénéficiaient de conditions moins pénalisantes, au niveau des cours de change associées aux monnaies concernées.

\*\*\*\*

On dira peut-être que les capitalistes anglais auraient pu, en ce cas, acheter la houille, le fer, etc., et finalement toutes les matières premières nécessaires à la sidérurgie ou à la métallurgie anglaise, à l'étranger puisqu'elles étaient meilleur marché qu'en Angleterre.

C'est oublier que les politiciens anglais défendaient également les travailleurs anglais, et pas seulement les capitalistes - notamment sous la pression des syndicats des travailleurs - et que si, dans le cas qui nous occupe, la situation était celle que nous venons de décrire, ils avaient protégé, par des droits de douane sur les importations des produits susceptibles de concurrencer ceux de l'industrie nationale, les emplois situés, dans le cas particulier, dans le secteur des mines, de la métallurgie et de la sidérurgie.

\*\*\*\*

Mais même en ce cas, on peut être sûr que durant cette fameuse année de 1925 où la livre sterling fut ramenée à sa parité or d'avant la première guerre mondiale, le chômage augmenta, en Grande Bretagne, dans les bassins miniers et houillers, ainsi que dans l'industrie de transformation s'appuyant sur les matières premières concernées.

Ne serait-ce que parce que les autres pays, n'élevèrent aucun droit de douane sur les produits des mines issus de pays qui, à salaires égaux avec ceux des mineurs anglais, étaient meilleur marché que les leurs, en raison d'une sous-évaluation de leur propre monnaie par rapport à la livre.

Réciproquement, on s'aperçoit que la surévaluation de la livre sterling, vu le retour de sa parité or d'avant guerre, pénalisa, dès 1925, les exportations de la Grande Bretagne dans ces secteurs d'activité (et dans les autres secteurs aussi - dans l'industrie textile notamment - si d'autres pays étaient en concurrence avec ce pays dans les secteurs en question), avec ses répercussions négatives sur la production et l'emploi.

\*\*\*\*

Et si, à partir de là, certains économistes - tous libéraux - mirent pareil chômage, à la fois sur le refus de la main d'œuvre anglaise de travailler à un taux salaire abaissé, ou, ce qui revient au même, sur son insuffisante productivité une fois payée au taux de salaire courant, il faut tout de même rappeler que les usines cessèrent, en raison de la chute des exportations, de tourner à leur pleine capacité, et que, dans ces conditions, les ressources productives - main d'œuvre et équipements réunis - coûtaient plus cher, aux entreprises, par unité produite, que dans le cas de leur pleine utilisation.

Et si l'on ajoute, à cela, que c'est la caisse des syndicats des travailleurs qui payait les chômeurs syndiqués, on arrive à ce résultat que les équipements seuls coûtaient plus cher, une fois sous-employés, que les mêmes une fois utilisés à leur pleine capacité.

\*\*\*\*

Tout cela pour dire que les activités minières et industrielles de l'Angleterre se trouvèrent en sous-activité en raison de la surévaluation de la livre sterling, elle qui rendit trop cher, dès cet instant, le travail anglais dans le concert des nations.

D'où la hausse du chômage à travers le pays, lequel eût d'ailleurs été moins haut [cf. Lionel Robbins, *La Grande Dépression*, op.cit. p.106] en cas de non résistance d'une main d'œuvre qui défendit son taux de salaire dans une atmosphère de crise marquée par les grèves et les révoltes des travailleurs affectés aux mines et aux bassins houillers du nord de l'Angleterre (puisque ce secteur d'activité représentait, à l'époque, une part importante des exportations anglaises).

S'ajoute à cela - comme le souligne ce même Lionel Robbins dans son livre - la concurrence, faite par d'autres pays, à une économie anglaise représentée ici par les mines de charbon et l'industrie de transformation des matériaux issus de la mine, lesquels pays bénéficiaient, dans les mêmes secteurs d'activité, d'une devise moins

forte que la livre sterling, ce qui n'améliora en rien, tout au contraire, la balance commerciale britannique.

Et si les taux d'intérêt réels (au sens ici d'être déflatés) associés aux capitaux à long terme (eux-mêmes étant matérialisés, sur le plan réel, essentiellement par des biens d'équipement) ; bref, si ces taux-là augmentèrent, en Grande Bretagne, en raison d'une hausse du taux d'exploitation de la force de travail par le capital (ici au sens marxiste du terme), les taux d'intérêt nominaux, eux, ou bien baissèrent, sur ces mêmes capitaux (en raison, qui de la désinflation des prix, qui de la déflation associée à ces mêmes prix) ; ou bien ne baissèrent point (ce qui signifie qu'il n'exista, à cette époque-là, en Grande Bretagne, ni inflation ni déflation des prix - chose rendue possible si la masse monétaire diminuait, toutes choses étant égales par ailleurs, au même rythme que la production).

\*\*\*\*

Quant au déficit de la balance commerciale anglaise, on peut considérer qu'il se fût traduit, à cette époque, par des sorties d'or en provenance de la Grande Bretagne, si les autorités anglaises n'avaient élevé les taux d'intérêt à court terme sur la livre sterling, permettant ainsi aux créanciers de la Grande Bretagne, (à cause ici du déficit du commerce extérieur anglais) de placer leur avoir à court terme, sur la place de Londres - plus précisément auprès de la Banque d'Angleterre - à des taux d'intérêt qui, s'ils n'avaient pas été aussi élevés, les auraient conduits à demander le remboursement de leur avoir en or, auprès de la Banque d'Angleterre, et qui se traduisirent par une politique très stricte, en matière monétaire, de la part de la Banque d'Angleterre, laquelle politique déboucha, à sa tour, sur un très important chômage chaque fois que la main d'œuvre anglaise refusa d'abaisser son salaire.

\*\*\*\*

On peut également supposer que le retour de la livre sterling, à sa parité d'avant guerre, renforça la place financière de Londres (et donc aussi les avoirs en livres détenues par les banques et les autres sociétés d'investissement sur cette place), permettant ainsi aux revenus générés (sous-entendu : par la City) sur la place de Londres, d'amoindrir les pertes que l'Angleterre subissait, à l'époque, du fait de son commerce extérieur en déficit.

Toujours est-il qu'un pareil amoindrissement s'accompagna :

a) d'une baisse de la production, sinon à travers tout le pays, du moins dans ses régions minières et industrielles (en raison, ici, d'une livre sterling trop cher sur le marché des changes, et, en raison, aussi, de taux d'intérêt de plus en plus prohibitifs payés aux créanciers de l'Angleterre),

et b) d'une baisse, dans les régions mentionnées au point a, de la masse salariale encore plus importante que celle de la production ; tout cela provoquant des émeutes de la part d'une classe ouvrière qui, par ses grèves, chercha à défendre son taux de salaire, et qui, quel que fût le bienfondé, sur le fond, d'une telle démarche, empêcha l'arrivée de nouvelles encaisses or (dans le sillage, ici, des exportations anglaises) dans le pays.

\*\*\*\*